

une opération de développement intégré au Ghana : l'exemple de New Mpamu, nouveau village reconstruit en bordure du lac Volta

V. LASSAILLY

*laboratoire de
sociologie et géographie africaines
C.N.R.S.*

RÉSUMÉ

A la suite de la création d'un vaste lac artificiel au Ghana, 80.000 personnes sont réinstallées à la périphérie dans de larges lotissements modernes. Pour reconstituer le potentiel de production de ces populations déplacées, une société d'aménagement leur propose de nouveaux systèmes de culture et de nouvelles activités. Cependant les nouveaux villages sont désertés et les anciens habitants de la périphérie reprennent possession progressivement de leurs terres, confisquées en partie au profit des « sinistrés ». La société d'aménagement doit alors modifier sa stratégie initiale et faire de nouvelles propositions : c'est une action plus pragmatique qui débute aujourd'hui et connaît une adhésion paysanne plus enthousiaste.

ABSTRACT

Following the construction of a huge artificial lake in Ghana, 80.000 people are transferred to large, modern plots of land on the periphery. To reestablish the production potential of these populations, a society of environmental planning proposes new methods of cultivation and new activities. But the newly-built villages are deserted, and the people who lived in the peripheral zones before this operation gradually recover their land which was partially confiscated for the « victims ». The society is therefore forced to modify its initial plan of action and make new proposals. Thus a more practical plan has been adopted recently and is already meeting with more approval from the peasants.

INTRODUCTION

Au cœur du pays ghanéen, la construction du barrage d'Akosombo en 1964 sur le fleuve Volta, à une centaine de kilomètres au nord d'Accra, provoque la formation du plus

grand lac artificiel africain ; il couvre 9.000 km², s'allonge sur 400 km du nord au sud et occupe 3,5 % de la superficie du pays. Cet aménagement a pour principal objectif d'assurer l'autonomie énergétique du pays par la mise en place d'un imposant complexe hydro-électrique : la centrale est constituée de 6 turbines d'une puissance de 600.000 kW qui

produisent annuellement 912 millions de kWh. Le réseau de distribution s'étend en Haute-Volta, au Togo et au Bénin.

Cependant, le lac de retenue qui s'est formé inonde les terres ancestrales et les villages de 80.000 paysans appartenant à 7 principaux groupes ethniques : Gonja et Krachi au nord, Akwamu, Krobo et Kwahu au sud, Ewé à l'est et Brong-Ahafo à l'ouest. D'autres minorités ethniques viennent s'ajouter à ces populations très dispersées en plus de 700 petites unités villageoises ; de plus, la ville de Kete Krachi (4.000 hab.) doit aussi être déplacée. Toute la vie socio-économique de la région est bouleversée. Une société d'Etat est créée pour restructurer la zone sinistrée et surtout réinstaller les populations déplacées en leur permettant de retrouver un niveau de vie décent : c'est la V.R.A. ou Volta River Authority. Cette société d'aménagement intégré s'attache à rétablir les communications Est-Ouest et Nord-Sud en créant de nouvelles pistes, des ponts et en mettant en circulation des bacs et des bateaux de transport sur le lac.

Les autorités laissent aux sinistrés le choix de leur zone d'accueil et de leur mode de réinstallation. 15 % d'entre eux préfèrent recevoir une indemnisation et se réinstaller eux-mêmes sur le lieu de leur choix. Les autres sont relogés dans 52 vastes lotissements « en dur » regroupant plusieurs anciens hameaux qui ne sont pas toujours du même groupe ethnique (problème de langues et du respect des hiérarchies traditionnelles). Les nouvelles habitations, appelées « core house », comprennent une pièce et un grand toit de tôle couvrant la surface de trois pièces ; le logement doit être achevé par son nouveau propriétaire.

Ces villages, grosses unités de peuplement (ils peuvent atteindre 5.000 habitants!), sont équipés de puits, de dispensaires et d'écoles. La VRA se donne pour objectif de rendre ces nouvelles communautés autosuffisantes et économiquement viables le plus rapidement possible. Dans ce but, tout le rivage est acquis légalement par la VRA, puis partagé également entre tous les nouveaux venus. Les villages d'accueil sont également inclus dans cette répartition. Des techniques culturelles modernes sont introduites et une activité connaît un immense développement : la pêche.

Cependant, en dépit de ces interventions, la plupart des nouveaux villages sont très vite désertés par leurs occupants.

En 1968, un recensement démographique effectué dans l'ensemble des villages reconstruits révèle que 60 % de la population est partie.

Au sud-ouest du lac, sur l'étroite bande de terre de la Plaine de l'Afram serrée entre la rive et l'escarpement du plateau Kwahu, 4 nouveaux villages ont été construits. L'un d'eux, New Mpamu, est particulièrement touché par cet exode.

UN PARTAGE PLANIFIÉ DE L'ESPACE AGRAIRE

Au pied du plateau Kwahu se trouve le bourg d'Ampaem, fondé vers 1930 par des migrants, planteurs de cacao de la région de Dwenase en pays Akim. La vie paisible de ces planteurs de cacao est brutalement perturbée en 1964 : la montée des eaux noie la plus grande partie de leurs plantations et deux communautés villageoises s'installent sur leur terroir : New Mpamu, résultat d'une intervention planifiée, et Amanfrom, village spontané de pêcheurs Ewé.

Ce sont environ 350 familles d'agriculteurs qui s'établissent en quête de terres à cultiver sur un terroir d'accueil déjà for-

tement amputé par les eaux du lac.

New Mpamu rassemble 1.700 habitants répartis en 4 quartiers dont les deux principaux sont occupés par les villageois d'Apaaso et de Dukumang qui vivaient dans la région de Kete Krachi, à 250 km au nord. Ils se disent originaires de ce pays Kwahu qu'ils ont quitté depuis plusieurs générations à la suite d'une guerre tribale. C'est pour cette raison qu'ils ont demandé à revenir dans leur région d'origine. Les deux autres quartiers regroupent 13 anciens hameaux, notamment les Ewé originaires de Battor et les Akwamu de Mankrong. On trouve aussi des gens du Nord, des Voltaïques et des Togolais. Plusieurs langues sont parlées à New Mpamu et chaque groupe ethnique conserve son chef et ses traditions : que d'entraves aux prises de décision!

Près d'Ampaem, la communauté de pêcheurs d'Amanfrom (300 hab.) se compose de Tongu, sous-groupe ethnique Ewé et d'Adangme, originaires de Basse-Volta. Les Tongu sont aussi des agriculteurs.

Avant la création du lac, ces pêcheurs remontaient le fleuve pendant la saison haute, de juin à octobre : la pêche dans la Volta était une activité saisonnière. Aujourd'hui, après la mise en eau, la plupart d'entre eux se sont fixés sur les rives du lac pour profiter toute l'année de sa haute rentabilité : une enquête, menée sur l'ensemble de la périphérie par la VRA, révèle l'existence de plus de 1.000 hameaux spontanés et permanents de pêcheurs Ewé, soit environ 60.000 personnes. Amanfrom est l'un d'eux.

La charge de population est brusquement et fortement augmentée en plusieurs lieux de la périphérie, surtout dans cette partie méridionale déjà densément occupée, ce qui oblige les autorités à intervenir.

Elles lancent un décret d'expropriation pour cause d'utilité publique de toutes les terres de la rive du lac sur une profondeur de 1.600 m (1 mile) et des indemnisations sont versées aux propriétaires reconnus légitimes. Cette expropriation est toujours en cours car elle se heurte à de nombreuses difficultés, notamment pour les « stool land », terres ancestrales de chefs de clans dont les descendants sont souvent très nombreux.

La VRA décide également de moderniser l'agriculture en substituant aux méthodes traditionnelles de culture itinérante une agriculture fixée et intensifiée.

La terre environnant New Mpamu est divisée entre les quartiers et chacun, hommes et femmes de plus de 18 ans, reçoit une portion de trois acres (120 ares). On met à la disposition des habitants d'Ampaem la terre située à proximité de leur village. Cette attribution a lieu par tirage au sort après délimitation et piquetage des lots par les topographes de la VRA. Les gros travaux de défrichement sont effectués par les engins de la société mais le débroussaillage et le nettoyage de la parcelle sont laissés à la charge du nouveau propriétaire. Ce n'est que lorsqu'il a terminé ce travail qu'il peut bénéficier d'une aide alimentaire du P.A.M. (Programme d'Aide Alimentaire Mondial) pour lui permettre de subsister jusqu'aux premières récoltes. Un parc de machines agricoles est mis à la disposition des villageois, sans aucune redevance pendant les trois premières années. Il n'y a pas de contrainte d'utilisation de ce matériel et chacun est libre de pratiquer les cultures de son choix. Toutefois, les habitants de New Mpamu sont les premiers à bénéficier de l'aide de la VRA qui se trouve très vite confrontée à une pénurie de terre et ne peut plus satisfaire l'ensemble des paysans du village d'accueil d'Ampaem. Il est

alors décidé de déclasser une vaste réserve forestière située au sommet du plateau, derrière Ampaem, et de la « prêter » à ces paysans défavorisés pour quelques dizaines d'années : c'est en réalité une opération de reboisement d'une forêt très dégradée par de fréquents feux de brousse. Chaque paysan volontaire reçoit une portion de 2 acres (80 ares) allouée pour 3 ans. Après le débroussaillage de la parcelle par son locataire, puis la mise en place de pieds de tecks, l'agriculteur peut pratiquer des cultures annuelles entre les jeunes pousses (bananes plantains, taro, manioc, maïs, condiments). En cas de réussite de la plantation de tecks, le paysan doit abandonner sa parcelle au bout de trois ans et faire une nouvelle demande pour une autre portion.

Les habitants d'Ampaem mettent en valeur 2 espaces distincts et complémentaires : l'un, terre forestière du plateau, est consacré aux cultures de subsistance, l'autre, terre de savane de la plaine, est réservé aux cultures de rente, au tabac en particulier. Toutefois, le terroir du plateau n'est qu'une donation provisoire qui cessera lorsque la forêt aura été entièrement reboisée. Qu'advient-il alors de ces agriculteurs privés à nouveau d'une partie de leur espace agraire ?

Malgré ce remodelage et cette extension actuelle de l'espace agraire qui devraient permettre à chaque communauté de vivre décemment, la région se vide peu à peu de ses éléments les plus dynamiques.

LES RÉSISTANCES PAYSANNES

Une enquête socio-économique, menée en octobre 1977 dans ces 3 communautés (New Mpamu, Ampaem, Amanfrom) révèle que près de 30 % des membres des familles interrogées sont absents durablement de la région, notamment à New Mpamu, où plus de la moitié des jeunes de 20 à 30 ans vivent à l'extérieur. La plupart de ces jeunes agriculteurs se sont installés sur l'autre rive du lac, l'« Overbank », situé plus au nord, à une vingtaine de kilomètres seulement du nouveau village. Sur cette rive opposée, très peu occupée, ces exilés volontaires se regroupent en petites unités de peuplement où ils retrouvent leur cadre de vie antérieur (construction de cases en terre aux toits de chaume). Ces villages spontanés ne sont souvent accessibles que par l'eau ou par des sentiers cyclables. Bien qu'ils ne bénéficient d'aucun confort et d'aucun des services dispensés dans les nouveaux villages (écoles, marchés, routes d'accès, dispensaires), ces exploitants, avec une partie de leur famille, préfèrent s'installer de façon durable, même dans ces conditions précaires, sur l'autre rive du lac.

Les effets désastreux d'une forte sécheresse semblent être la raison majeure de ces départs. Les paysans pratiquent un système de cultures sous pluie dont les rendements sont fonction de la répartition et de la quantité des précipitations : cultures de rente (maïs, tabac) et cultures vivrières (manioc, arachide, haricots). La VRA s'est appuyée sur ce système de cultures pour introduire la mécanisation et intensifier cette agriculture. Or, depuis plusieurs années, on constate une réduction sensible des précipitations, comme le prouve cette comparaison de deux moyennes décennales des précipitations au sud-ouest du lac (plateau Kwahu et plaine de l'Afram). Source : Volta Lake Research, Akosombo.

Localités	Moyenne 1956/1965 (en mm)	Moyenne 1966/1975 (en mm)
Akuse	1.211	1.146
Dedeso	1.410	1.311
Adawso-Kwahu	1.171	1.008
Begoro	1.630	1.569
Koforidua	1.451	1.427

D'aucuns pensent que la sécheresse est provoquée par la création de cette importante masse d'eau, mais aucune preuve scientifique de cette affirmation n'a pu encore être avancée. De plus, le défrichement intégral des vastes étendues de la plaine accroît l'effet de la sécheresse sur le sol qui se durcit et s'appauvrit. Sur l'overbank, savane boisée et forêt claire, demeurées intactes et non utilisées, restent propices aux cultures.

Quant aux portions de terre attribuées, elles sont jugées trop exigües par les exploitants, obligés de cultiver chaque année la même surface, le plus souvent sans engrais (à l'exception du tabac) et sans pratiquer de rotation. Et le parc de machines s'est peu à peu détérioré à la suite d'une pénurie croissante de pièces de rechange.

De plus, les nouveaux venus de la région de Kété Krachi pratiquaient sur leur ancien terroir un système de culture fondé sur l'igname. Ce tubercule représentait à la fois leur alimentation de base et leur principale culture de rente. Sur leurs nouvelles terres, ils ne peuvent plus s'adonner à cette culture à cause de facteurs climato-pédologiques défavorables. La plupart d'entre eux préfèrent s'installer sur l'autre rive dont les conditions sont plus propices à cette culture.

D'autre part, l'ensemble des parcelles situées à proximité du village sont régulièrement dévastées par un troupeau caprin et ovin important. En effet, les personnes âgées de New Mpamu, n'ayant plus la force de cultiver une surface suffisante, se consacrent surtout au petit élevage. Cette activité est assez rémunératrice sans exiger une trop grande somme de travail. Les pêcheurs d'Amanfrom sont également de gros éleveurs de moutons et de chèvres. A la suite des mauvaises récoltes successives, les exploitants ont augmenté leur cheptel et cet important troupeau, vagabondant sans surveillance aux environs du village, est devenu un véritable fléau pour les cultures. La plus grande partie des parcelles situées à proximité de New Mpamu et d'Amanfrom ont dû être abandonnées après avoir été dévastées et leurs propriétaires ont été obligés soit de louer d'autres parcelles, soit de s'exiler.

Enfin, les difficultés de la vie quotidienne rencontrées dans le nouveau village s'ajoutent à tous ces motifs. L'approvisionnement en eau et en bois de chauffage est devenu un problème crucial depuis que les puits ne fonctionnent plus et que la terre a été défrichée sur plusieurs kilomètres tout autour du village. Femmes et enfants vont chercher l'eau au lac (avec toutes les implications sanitaires que cela comporte) et parcourent plusieurs kilomètres pour se procurer du bois ; les femmes partent en pirogue sur le lac et abattent les arbres morts qui émergent. Ou bien elles grimpent sur le plateau et s'y approvisionnent moyennant redevance aux propriétaires (3 cédis, soit 12 F pour une semaine).

En outre, les villageois se plaignent de l'exiguïté de leurs logements : 3 pièces par famille, quelle que soit sa dimension, se révèlent nettement insuffisantes, surtout lorsque l'on sait que l'une des pièces est toujours réservée au stockage des récoltes. Confrontés à toutes ces difficultés qui ne sont pas contrebalancées par des avantages suffisants, les exploitants préfèrent partir et les conséquences de cet exode se font sentir à tous les niveaux de la vie régionale et villageoise.

UNE NOUVELLE OCCUPATION SPONTANÉE DE L'ESPACE AGRAIRE

La composition démographique de la population villageoise de New Mpamu se trouve fortement déséquilibrée, car ces exploitants qui fuient laissent derrière eux leurs enfants d'âge scolaire qui fréquentent les écoles du village (1) ainsi que leurs parents souvent trop âgés pour se déplacer.

Les forces vives de la communauté désertent : on ne trouve plus sur place que les forces improductives ou faiblement productives. Toutefois, enfants et vieillards dépendent en grande partie pour leur subsistance de cette « Overbank », car les exploitants émigrés vont envoyer chaque semaine par bateau les denrées alimentaires nécessaires aux besoins des membres de leur famille restés au village. On peut donc souligner le fait que la plus grande partie de la population résidente de New Mpamu ne vit pas de la terre du village mais dépend de l'Overbank. Cependant, tout en menant leur vie à l'extérieur du nouveau village, les exploitants conservent leurs droits sur les biens concédés par la VRA (logement et portion de terre de 120 ares) et sont bien résolus à maintenir leurs prérogatives et à en tirer le meilleur parti. Ils donnent à louer leurs logements et afferment leurs terres, qui acquièrent une valeur monétaire élevée. Les habitations sont louées 2 cédis (8 F) par pièce et par mois à des employés de la VRA, à des étrangers ou encore aux grandes familles du village. Un acre (40 ares) de terre peut atteindre la valeur de 15 cédis (60 F) par an. Les acquéreurs de la terre sont non seulement des habitants de New Mpamu et d'Amanfrom mais également et surtout des villageois d'Ampaem. Les premiers occupants partent à la reconquête progressive de leur ancien terroir tout en devenant locataires de nouveaux propriétaires fonciers désormais non résidents. De plus, les jeunes scolarisés de New Mpamu utilisent leur temps libre en s'engageant comme manœuvres agricoles ou apprentis-pêcheurs moyennant rémunération. Ils mettent leur force de travail à la disposition des habitants de la région, notamment celle des paysans d'Ampaem. Ceux-ci ont besoin d'aide au moment des récoltes pour transporter les productions du plateau qui ne peuvent être descendues au village que par la force humaine. Les jeunes manœuvres sont payés 5 cédis (20 F) par jour, ou bien la charge du 4^e transport leur est donnée. Dans la plaine, il est fréquent de voir ces jeunes travaillant sur les parcelles de leurs parents pour le compte des locataires de ces parcelles.

On assiste donc à un renversement de la situation antérieure de la région puisque les nouveaux venus tiennent les anciens occupants dans leur dépendance en leur louant les terres devenues les leurs ainsi que leur force de travail.

MISE EN VALEUR D'UN NOUVEL ESPACE AGRICOLE : LES BERGES DU LAC

Vers l'année 1970, consciente de son échec dans son effort de modernisation du système de cultures sous pluie, la VRA porte son attention sur les 5.000 km de berges du lac, c'est-à-dire sur les énormes potentialités agricoles de la zone de marnage jusqu'alors sous-utilisée ; c'est l'espace découvert saisonnièrement par le lac entre la période des hautes eaux et celles des basses eaux. La variation annuelle du niveau des eaux est en moyenne de 3 m et laisse à découvert en saison sèche environ 85.000 ha enrichis par les dépôts du lac et par un taux d'humidité élevé. Les pêcheurs Tongu de la Basse Volta, installés désormais sur les bords du lac, savent utiliser cette zone de marnage pour leurs cultures, habitués à cette pratique sur les rives du fleuve Volta. Ils y cultivent, de façon extensive, aubergines, arachides et tomates. La VRA décide de concentrer ses efforts sur une mise en valeur intensive de ce nouvel espace agricole. La berge du lac est officiellement partagée en 1972 entre les nouveaux venus et ceux qui les accueillent. Les hommes reçoivent une longueur d'une chaîne (25 m) et les femmes, une demi-chaîne. Cette lisière, très prisée pour sa fertilité, fait très vite, l'objet de transactions aux coûts élevés, surtout avec les pêcheurs d'Amanfrom. Ces derniers, laissés de côté par toute l'opération VRA, sont pourtant aussi des agriculteurs. Face à une demande croissante, les prix des locations atteignent 25 cédis par chaîne (100 F/an).

En 1976, la VRA installe une dizaine de « démonstration farms » dans de nouveaux villages situés à proximité du lac. L'une d'elles se trouve à New Mpamu. Ce sont des petites fermes expérimentales qui ont un rôle essentiel de vulgarisation et de démonstration des techniques d'utilisation les plus rationnelles de cette zone de marnage. Ces petites fermes pilotes s'étendent sur 4 ha et emploient chacune 5 salariés, paysans du village. Elles utilisent des techniques de cultures améliorées : cultures en ligne, utilisation de tuteurs, semences sélectionnées, engrais et insecticides. 3 cycles culturaux sont pratiqués : lorsque l'eau commence à se retirer en novembre, tomates, puis arachides et légumes sont plantés sur l'espace laissé à découvert par l'eau. Vient ensuite le maïs, de février à juin. Puis, c'est au cours de la montée des eaux, de juin à novembre, que prend place le riz flottant. Ces nouvelles techniques de culture sont rendues accessibles aux autres exploitants à la fois par une animation importante et par la mise à leur disposition de semences, insecticides et engrais (2).

De plus, en 1977, la VRA en collaboration avec la FAO se lance dans une opération de cultures irriguées à partir des eaux

(1) La scolarité est obligatoire au Ghana jusqu'à 16 ans. New Mpamu possède 3 écoles : 3 écoles primaires et une école secondaire qui rassemblent 388 élèves et 18 enseignants. Le directeur estime qu'environ 80 % des élèves vivent seuls au village, leurs parents résidant à l'Overbank : il est inutile de préciser que l'école buissonnière est un fait très répandu à New Mpamu.

(2) Un petit manuel intitulé « Drawdown farming along the Volta lake shore » est publié en 1977 par le ministère de l'Agriculture en collaboration avec la VRA. C'est un ensemble de conseils pratiques pour utiliser le mieux possible cette zone de marnage et qui s'adresse directement aux paysans. La diffusion est déjà bien avancée et une traduction dans les principales langues vernaculaires (Twi, Ewe, Hausa) est en cours.

du lac. Deux périmètres sont installés, l'un au nord, à Makongo, l'autre au sud, à New Mpamu. La superficie d'une ferme est de 18 ha, mis en valeur par 24 exploitants sélectionnés par la VRA après une enquête approfondie. Chaque exploitant dispose de 75 a où il cultive du maïs, d'août à novembre, puis des tomates, arachides et autres légumes. Ce nouveau système de culture est hautement rentable et très populaire. Cependant, il ne s'adresse qu'à une fraction de la population. Une nouvelle classe sociale est en train de se créer, de « nouveaux riches ».

Par ailleurs, ce n'est pas un système intégré car chaque paysan continue à mettre en valeur d'autres parcelles hors du périmètre irrigué.

Toutefois, les promesses d'extension de la ferme irriguée et les nouvelles possibilités de mise en valeur de la zone de marnage sont suffisamment attractives pour que commence aujourd'hui un mouvement de retour au village des exilés volontaires.

CONCLUSION

Une société de développement intégré à vocation régionale intervient sur un espace agraire antérieurement aménagé; cependant, les communautés paysannes concernées réinterprètent cette planification dirigée de l'espace en fonction de leurs propres aspirations : les nouveaux arrivés partent coloniser des terres neuves, les premiers habitants réoccupent progressivement leurs anciennes terres qu'ils disputent aux communautés de pêcheurs-agriculteurs installées spontanément sur les rives du lac.

Les autorités n'avaient pas prévu ces importants mouvements de population qui désorganisent leur stratégie d'intervention : c'est l'éternel « malentendu » entre les aménageurs et les aménagés, deux pouvoirs aux finalités différentes.

BIBLIOGRAPHY

CHAMBERS (R.), 1970. — « the Volta Resettlement Experience », Pall Mall Press, London, 1970, 286 p.

DEBELIAN (L.), 1972. — « Programme de réinstallation des riverains de la Volta ». *Réforme Agraire* n° 1, 1972, pp. 20-38.

ERGAS (Z.), 1972. — « Le Projet de la Volta. Une étude interdisciplinaire de développement ». *Editions Médecine et Hygiène*, Genève, 1972, 133 p.

KALITSI (E.A.K.), 1973. — « Volta Lake in Relation to the Human Population and some issues in Economics and Management ». In *Man Made Lakes, their problems and Environmental Effects*. ACKERMAN, White, Worthington, 1973, pp. 77-85.

LAWSON (M.R.), 1968. — « An interim economic appraisal of the Volta Resettlement scheme ». In *the Nigerian Journal of economic and social studies*. Vol. 10; n° 1, mars 1968, pp. 95-109.

LUMSDEN (D.P.), 1973. — « The Volta River Projects : Village Resettlement and Attempted Rural Animation ». *The Canadian Journal of African Studies*, vol. VII, n° 1, 1973, pp. 115-132.